

Plan d'investissement 2016-2020 pour l'Initiative CREWS

Adopté par le Comité directeur de l'Initiative CREWS le 12 septembre 2016.

Modification de l'annexe 1 adoptée par le Comité directeur de l'Initiative CREWS
le 6 septembre 2017.

L'initiative CREWS a pour objectif d'accroître sensiblement la capacité de produire et diffuser des informations sur les risques et des alertes précoces efficaces, qui soient multidangères, axées sur les impacts et adaptées aux différences entre les sexes, afin de protéger les personnes et les biens et de sauvegarder les moyens de subsistance dans les pays les moins avancés (PMA) et les petits États insulaires en développement (PEID).

Membres de l'initiative CREWS



Allemagne



Australie



France (Présidence)



Luxembourg



Pays-Bas

Observateurs de l'initiative CREWS



Canada



Japon



Nouvelle-Zélande



Norvège



Suisse



USAID



ACP

Partenaires d'exécution



Table des matières

| | |
|---|----|
| Résumé | 4 |
| 1. Cadre de programmation de l'Initiative CREWS | 6 |
| 2. Plan d'investissement 2016-2020 pour l'Initiative CREWS..... | 7 |
| 2.1 Affectation des ressources par ordre de priorité | 7 |
| 2.2 Une programmation concertée et intégrée..... | 8 |
| 2.3 Mobiliser des investissements..... | 8 |
| 2.4 Panorama des projets d'appui nationaux et régionaux..... | 8 |
| 2.4.1 Burkina Faso..... | 9 |
| 2.4.2 Mali..... | 10 |
| 2.4.3 Niger | 11 |
| 2.4.4 République démocratique du Congo..... | 12 |
| 2.4.5 Pacifique – Couvrant Fidji, Kiribati, les Îles Marshall, les Îles Salomon, Tuvalu et Vanuatu | 13 |
| 2.4.6 Papouasie-Nouvelle-Guinée | 15 |
| 2.5 Panorama des projets mondiaux | 16 |
| 2.5.1 Surveiller les systèmes d'alerte précoce multidanger des PMA et des PIED | 16 |
| 2.5.2 Conférence internationale sur les systèmes d'alerte précoce..... | 16 |
| 2.6 Annonces de contributions en juillet 2016..... | 17 |
| 2.7 Allocations de ressources..... | 18 |
| 2.8 Pays en attente..... | 19 |
| 3. Partenariats et réseaux | 20 |
| 4. Mesure des résultats | 20 |
| Annexe 1: modifications des projets d'appui Caraïbes et Afrique de l'Ouest | 21 |
| Liste des acronymes | 25 |

Résumé

L'Initiative sur les systèmes d'alerte précoce aux risques climatiques (CREWS) a été lancée lors de la vingt et unième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est déroulée à Paris en décembre 2015 (Conférence de Paris). Elle s'inscrit dans le cadre de l'Initiative de résilience face aux changements climatiques adoptée par le Secrétaire général des Nations Unies à la suite de la Conférence de Paris dans le but d'accélérer les activités de renforcement de la résilience climatique. Cette initiative concorde également avec le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et le Programme d'action d'Addis-Abeba sur le financement du développement.

L'Initiative CREWS est née du constat lequel le risque de pertes humaines dues à des phénomènes hydrométéorologiques¹ — c'est-à-dire le nombre de personnes qui risquent de perdre la vie — augmente dans les pays les moins avancés (PMA) et les petits États insulaires en développement (PEID). Cette tendance est à la fois inacceptable et réversible. Dans la plupart des pays développés, le nombre de décès dus à des phénomènes hydrométéorologiques diminue², à mesure que les risques associés aux catastrophes sont atténués par une capacité renforcée de prévision des phénomènes extrêmes et d'alerte des populations exposées. Facteur aggravant de ce constat, les PMA et les PEID sont particulièrement exposés aux impacts des changements climatiques et aux phénomènes extrêmes qui en découlent, toujours plus fréquents et toujours plus intenses³.

Pour inverser la tendance dans ces pays, il importe d'investir davantage dans la préparation et l'atténuation des risques en s'appuyant sur l'Initiative CREWS. Cet instrument alimenté par un fonds d'affectation spéciale multidonateurs financera les mesures à mettre en œuvre dans les PMA et les PEID. L'Initiative CREWS vise à accroître l'appui international en faveur de ces pays sur le plan technique et financier et à améliorer l'efficacité et l'efficience des investissements hydrométéorologiques existants. Les pays et les partenaires internationaux exigent un meilleur échange d'informations, une planification intégrée à plus long terme axée sur les systèmes d'alerte précoce, et l'harmonisation des techniques employées pour mesurer les impacts de la coordination et des investissements, dans ce domaine de travail, à l'aide d'un socle commun d'indicateurs.

Le premier Plan d'investissement de l'Initiative CREWS propose un programme de travail pour 2016-2020, une liste indicative de pays pour l'aide initiale ainsi qu'un aperçu des réalisations attendues. Il fournit la liste des pays en attente, c'est-à-dire marqués par des risques élevés et une capacité limitée de prévoir les catastrophes et de diffuser des alertes, qui nécessiteront des investissements prioritaires.

Les pays participants proposés sont le Burkina Faso, la République démocratique du Congo, le Mali, le Niger, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, avec une attention particulière pour les PEID situés dans la région du Pacifique. Ces pays remplissent tous les critères qui justifient l'accélération des mesures visant à renforcer leurs capacités hydrométéorologiques et leur aptitude à repérer les populations vulnérables, à diffuser des alertes, et à préparer des interventions et à agir en cas de catastrophe. L'Initiative CREWS visera à mobiliser d'autres ressources et flux de financement existants, et

¹ Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes 2015. *Bilan mondial sur la réduction du risque de catastrophe*. Banque mondiale 2013. *Strong, Safe, and Resilient: A Strategic Policy Guide for Disaster Risk Management in East Asia and the Pacific*.

² Bilan mondial sur la réduction du risque de catastrophe

³ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat 2015. *Cinquième Rapport d'évaluation*.

s'emploiera à assurer la viabilité financière à long terme des systèmes d'alerte précoce. L'objectif de financement pour les cinq premières années de l'Initiative CREWS est de 100 millions de dollars des États-Unis d'Amérique.

Pour optimiser l'efficacité et réduire les frais généraux, l'Initiative CREWS tire profit des réseaux et des compétences de ses partenaires, et de la coordination, des capacités de gestion opérationnelle et financière de ses trois partenaires d'exécution: l'Organisation météorologique mondiale (OMM), le Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement (GFDRR) de la Banque mondiale et le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UNISDR).

1. Cadre de programmation de l'Initiative CREWS

Le Cadre de programmation de l'Initiative CREWS recense des axes stratégiques indispensables à l'efficacité des systèmes d'alerte précoce et promeut l'harmonisation des programmes des projets CREWS et d'autres initiatives. Il oriente la mise au point de projets par les partenaires d'exécution et facilite l'élaboration du cadre de suivi et d'évaluation.

Objectif de l'Initiative CREWS

Accroître sensiblement la capacité de produire et de diffuser des alertes précoces et des informations sur les risques qui soient à la fois efficaces, multidanger, axées sur les impacts et tenant compte des différences entre les sexes, afin de protéger les vies, les moyens de subsistance et les biens dans les pays les moins avancés (PMA) et les petits États insulaires en développement (PEID)

1. Portefeuille de pays de l'Initiative CREWS

- a) **Les pays participants** sont des pays dans lesquels l'Initiative CREWS a engagé des investissements par le biais de ses partenaires d'exécution et de son programme de travail.
- b) **Les pays en attente** sont des pays pour lesquels des projets pourraient être mis au point sur la base des priorités établies par le Comité directeur.

Résultats des projets de pays

- 1.1 Évaluation des capacités institutionnelles des services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN), des besoins des utilisateurs, des programmes en cours et des programmes prévus, et des retombées socio-économiques des services hydrométéorologiques et des systèmes d'alerte précoce.
- 1.2 Informations – ventilées par sexe – sur les aléas et sur les risques qui menacent les populations et les biens, pour orienter les systèmes d'alerte précoce, et les services climatologiques et météorologiques.
- 1.3 Amélioration des prestations des SMHN qui englobe le développement de capacités axées sur les impacts et équilibrées sur le plan des sexes ainsi que d'informations adaptées à la gestion des risques.
- 1.4 Plans de développement à long terme pour les SMHN, tenant compte de la nécessité d'interopérabilité des systèmes aux niveaux national et régional.
- 1.5 Petits investissements hautement prioritaires et à fort impact, notamment dans la fourniture d'observations essentielles et de matériel TIC.
- 1.6 Plans de préparation et d'intervention avec des procédures opérationnelles permettant de diffuser efficacement des alertes précoces et d'intervenir en menant régulièrement des exercices de simulation.
- 1.7 Programmes d'éducation et de sensibilisation du public à la fois ciblés et adaptés aux différences entre les sexes, respectueux de la diversité linguistique, disponibles pour les systèmes d'alerte et les interventions publiques.
- 1.8 Meilleure interopérabilité entre les filets de sécurité liés aux risques, les initiatives de partage des risques existants, les services hydrométéorologiques et les systèmes d'alerte précoce.

2. Appui régional de l'Initiative CREWS

Programmes d'appui aux capacités de prévision et d'alerte précoce ciblant des pays participants à l'Initiative CREWS.

Résultats des projets d'appui régionaux

- 2.1 Produits de surveillance et de prévision du temps et du climat régionalisés (en cascade) avec un accès facilité pour les pays participants.
- 2.2 Formations groupées (régionales), à composition équilibrée hommes-femmes sur les secteurs à fort impact (gestion des risques de catastrophes, santé, agriculture)
- 2.3 Produits régionaux de surveillance, de prévision et d'alerte pour les événements extrêmes (inondation, sécheresse, chaleur extrême, etc.).
- 2.4 Produits régionaux, ventilés par sexe, produits d'analyse des risques et surveillance des pays, des villes et des populations à risque.
- 2.5 Organisations régionales intergouvernementales renforcées pour appuyer les SMHN et les capacités d'alerte précoce.

3. Cohérence globale et appui à la sensibilisation de l'Initiative CREWS

Résultats de projets alliant cohérence globale et appui à la sensibilisation

- 3.1 Mise en place de normes et de systèmes de suivi des tendances, des besoins, des lacunes et des capacités d'alertes précoces pour orienter les investissements et mesurer les progrès réalisés par rapport au Programme de développement durable à l'horizon 2030, au Cadre de Sendai et au programme de la CCNUCC.
- 3.2 Les investissements des donateurs sont renforcés pour combler les lacunes des PMA et des PEID en matière de prestation de services, et mieux coordonnés grâce à des protocoles communs de programmation et d'établissement de rapports.
- 3.3 Des produits axés sur le savoir et adaptés à la demande sont compilés et utilisés pour appuyer sur le plan technique la prestation de services d'alerte précoce dans les pays et dans les villes.
- 3.4 Renforcement et élargissement des réseaux de professionnels des systèmes d'alerte précoce.

2. Plan d'investissement 2016-2020 pour l'Initiative CREWS

Le Plan d'investissement de l'Initiative CREWS anticipe la création du fonds d'affectation spéciale CREWS, l'adoption par le Comité directeur du document de gouvernance CREWS et la mise à disposition des ressources du fonds. Il recense les sources de financement, les pays participants et les axes stratégiques qui sous-tendent l'élaboration des projets de l'Initiative CREWS. Ce plan prévoit une distribution générale des ressources. Les décisions relatives aux affectations de fonds sont prises ultérieurement, lorsque les projets présentés par les partenaires d'exécution ont été approuvés par le Comité directeur et sous réserve de la disponibilité des ressources du fonds d'affectation spéciale.

Les principaux principes qui régissent la programmation de l'Initiative CREWS sont l'appropriation nationale, la satisfaction des besoins vitaux et la mobilisation des ressources, le tout selon une approche concertée et intégrée.

Le premier Plan d'investissement de l'Initiative CREWS a été conçu en suivant les étapes suivantes.

2.1 Affectation des ressources par ordre de priorité

Le Plan d'investissement définit les priorités sur deux plans interdépendants et d'égale importance.

Les priorités sont d'abord établies par pays pour canaliser ses investissements, en tenant compte d'une cartographie continue des capacités et des besoins des PMA et des PEID, et de la possibilité de mobiliser des ressources supplémentaires.

Ensuite, des activités prioritaires sont déclinées par pays, en fonction des relations établies par les trois partenaires d'exécution, par la voie de leur portefeuille de projets en cours et de leurs contacts avec les institutions nationales.

La cartographie des PMA et des PEID a servi de base pour recenser les pays participants qui bénéficieraient des premières dotations et les pays en attente de futures dotations. Les critères appliqués à la cartographie entraînent dans trois catégories:

1. Exposition au risque et capacité institutionnelle d'alerte précoce
 - Capacité des SMHN et des instituts de gestion des catastrophes
 - Moyenne des pertes annuelles prévisionnelles dues aux catastrophes (coût prévisionnel annuel des catastrophes pour l'économie du pays)
 - Risque de bilan humain (si chiffres disponibles)
 - Accès aux technologies de l'information et de la communication
2. Niveau de priorité accordé aux systèmes d'alerte précoce par les pays
 - Demandes d'aide par pays
 - Inventaire des systèmes d'alerte précoce figurant dans les priorités des contributions prévues déterminées au niveau national et des plans nationaux de développement et de réduction de la pauvreté
3. Possibilité de mobiliser des ressources supplémentaires et d'harmoniser les programmes
 - Possibilité de mobiliser les investissements d'autres organismes, comme le Fonds vert pour le climat, l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM)
 - Programmes nationaux et régionaux en cours ou prévus, proches des objectifs de l'Initiative CREWS

En 2016-2017, l'Initiative CREWS aidera les PMA et les PEID à contrôler de façon plus rigoureuse et plus systématique l'état de leur système d'alerte précoce et les capacités institutionnelles associées. Les résultats obtenus faciliteront l'établissement de priorités pour les investissements nationaux et internationaux en matière d'hydrologie et de météorologie, et serviront de référence pour mesurer les progrès accomplis.

Lors de ses réunions régulières, le Comité directeur devrait également réviser la liste des pays participants à l'Initiative CREWS et de ceux en attente de participer, en fonction de leur situation et de leurs besoins qui feront l'objet d'une surveillance constante.

2.2 Une programmation concertée et intégrée

L'un des atouts majeurs de l'Initiative CREWS résidera dans l'harmonisation de ses programmes qui seront conçus en tenant compte des partenaires d'exécution et de leurs compétences, des réseaux de partenaires, et des programmes et opérations en cours. Lors de l'élaboration du Plan d'investissement, un groupe de travail ad hoc sur la programmation composé d'employés de l'OMM, de la Banque mondiale/GFDRR et de l'UNISDR a cartographié les PMA et les PEID, étudié les programmes en cours et engagé les premières esquisses de projets, en consultation avec les partenaires.

Une fois examinés et adoptés par le Comité directeur du Plan d'investissement, les projets seront finalisés en fonction de consultations de pays conjointes. Ces consultations se feront sous des formes diverses, selon la situation de chaque pays (ateliers, contributions à des études en cours ou conseils d'experts). Elles feront intervenir les autorités et les organisations nationales concernées, notamment des organisations de la société civile, ainsi que des partenaires régionaux et internationaux, afin d'harmoniser les programmes et initiatives existants et de les classer par ordre de priorité, d'examiner les budgets et de nommer pour chaque projet un partenaire d'exécution principal.

En systématisant ses processus de programmation, l'Initiative CREWS intègre un mécanisme de rétroaction dans la conception de ses projets de pays. Il devrait en résulter un cycle d'amélioration des résultats à chaque itération, qui devrait à son tour amplifier et reproduire globalement les réussites réalisées en matière de programmation.

2.3 Mobiliser des investissements

En consacrant des investissements à plus long terme à l'amélioration de politiques, d'institutions et à la conception de programmes nationaux, on estime que l'Initiative CREWS peut optimiser les centaines de millions de dollars des portefeuilles existants orientés vers les services météorologiques et hydrologiques, et les systèmes d'alerte précoce.

En travaillant en amont avec les pays sur les politiques, les stratégies et les dispositifs institutionnels pour obtenir des systèmes d'alerte précoce efficaces — et en tirant parti des initiatives existantes tout en y contribuant, il est fort possible que l'Initiative CREWS ait des répercussions qui dépassent le cadre de son propre portefeuille de projets de pays.

2.4 Panorama des projets d'appui nationaux et régionaux

Les pays suivants ont été retenus pour recevoir des investissements de l'Initiative CREWS à compter de 2016. Les budgets sont indiqués à titre indicatif et basés sur les annonces de contributions. La programmation effective et les fonds réellement engagés dépendront des ressources mises à disposition par le fonds d'affectation spéciale de l'Initiative CREWS.

2.4.1 Burkina Faso

| | | | | | |
|--|---|---|---|---|--|
| Niveau de risque de catastrophe ⁴ | 38 ^e pays sur 191 | Pertes annuelles moyennes dues aux catastrophes ⁵ (en millions de dollars É.-U.) | 25.04 | Accès à l'information et aux communications (indice d'accès aux TIC) ⁶ | 159 ^e pays sur 167 |
| Capacité du SMHN | Couverture de surveillance réduite, prévisions météorologiques et saisonnières à basse résolution | État des services hydrométéorologiques et d'alerte précoce | Bulletin agrométéorologique tous les 10 jours | Données sur les risques et les pertes liés aux catastrophes pour gérer les alertes précoces | Faible (base de données en cours d'élaboration sur les pertes dues aux catastrophes) |
| Demande/priorité | Élevée | Possibilité de mobiliser des ressources | Forte | | |

Calendrier 4 ans

Budget (en millions de dollars É.-U.) 2,2

Contexte

Les institutions du Burkina Faso produisent des informations sur le temps et le climat à destination des agriculteurs et d'autres décideurs au niveau national, mais des améliorations importantes restent à apporter par rapport aux observations et à la modélisation, et un système efficace de radiodiffusion doit être mis en place pour atteindre les petits producteurs. Ce projet englobera: des observations du temps et du climat améliorées; la gestion des données climatologiques appliquée aux données historiques; des observations sur l'humidité des sols pour surveiller les sécheresses et les inondations; des techniques de prévision quotidienne à saisonnière ultramodernes associées à la surveillance des sécheresses et à la modélisation des cultures; la surveillance des aléas météorologiques et climatiques et une diffusion plus efficace des alertes et de renseignements adaptés à la prise de décision dans le domaine agricole aux niveaux national et local.

Réalisations attendues

- Gestion de la base de données climatologiques et hydrométéorologiques et améliorations (mise à jour, sauvegarde des données et mises à niveau);
- Capacités de surveillance améliorée pour l'agriculture, notamment totaux pluviométriques journaliers, état de la végétation, humidité des sols fournie par des réseaux d'observation perfectionné, fonctionnalités de modélisation améliorées et utilisation adéquate de produits de télédétection;
- Examen des indices de sécheresse utiles pour l'agriculture, la gestion des cultures arbustives/forestières, l'élevage ou le pastoralisme, et la pêche artisanale en rivière ou dans les lacs;
- Évaluation des résultats de prévisions fournies dans des délais de 5 à 40 jours à l'aide d'archives de prévisions S2S, en mettant l'accent sur les caractéristiques météorologiques journalières (fréquence des précipitations, épisodes de pluviosité intense, périodes sèches, dates de début et de fin de la mousson, etc.), en rapport avec l'agriculture et les ressources en eau;

⁴ Niveau de risque décroissant selon l'indice de gestion des risques (INFORM).

⁵ Pertes annuelles moyennes; coût prévisionnel des catastrophes pour l'économie du pays chaque année

⁶ Niveau croissant de l'accès du pays à l'information et aux communications basé sur l'indice de développement TIC 2015.

- Élaboration d'un système d'alerte précoce global qui utilise les données locales pour transmettre des avis propres à un lieu ou à une culture, avec des délais allant de deux semaines à une saison pour les aléas météorologiques et climatiques en rapport avec l'agriculture;
- Perfectionnement du processus de coproduction d'avis agro-climatologiques destinés aux agriculteurs entre les prévisionnistes climatologues et les experts agricoles au niveau national, avec des groupes de travail pluridisciplinaire renforcés;
- Développement du forum régional sur l'évolution probable du climat existant avec de nouveaux produits et des échanges plus fournis avec les utilisateurs, et aide au renforcement du forum burkinabé sur l'évolution probable du climat.

Partenaires

Banque mondiale/GFDRR, OMM, Service météorologique national du Burkina Faso, Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (CONASUR), Ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale, ministères en charge de l'agriculture et de l'élevage, organismes de sécurité alimentaire au Burkina Faso, médias, entreprises privées de télécommunications et réseaux de radios rurales, instituts de recherche nationaux (université Ouaga, INERA, etc.), Centre régional de formation, de recherche et d'application en agrométéorologie et en hydrologie opérationnelle (AGRHYMET), Centre africain pour les applications de la météorologie au développement (ACMAD), UNISDR, université George Mason et Partenariat mondial pour l'eau en Afrique de l'Ouest.

2.4.2 Mali

| | | | | | |
|---------------------------------|------------------------------|--|---------|---|--|
| Niveau de risque de catastrophe | 27 ^e pays sur 191 | Pertes annuelles moyennes dues aux catastrophes (en millions de dollars É.-U.) | 56 | Accès à l'information et aux communications (indice d'accès aux TIC) | 145 ^e pays sur 167 |
| Capacité du SMHN | Faible | État des services hydrométéorologiques et d'alerte précoce | Mauvais | Données sur les risques et les pertes liés aux catastrophes pour gérer les alertes précoces | Processus en attente, manque de cadre institutionnel |
| Demande/priorité | Élevée | Possibilité de mobiliser des ressources | Forte | | |

Calendrier 4 ans

Budget (en millions de dollars É.-U.) 2,69

Contexte

Le Mali est exposé à plusieurs dangers climatiques, notamment des inondations et des sécheresses, et subit déjà les impacts du changement climatique. Une aide supplémentaire doit lui être fournie à des conditions privilégiées, afin de renforcer les bases scientifiques sur lesquelles s'appuyer pour produire des informations sur le climat et le temps qui permettront des modes de développement fondés sur la résilience face au climat.

Il est indispensable d'améliorer les informations météorologiques et climatologiques et les services d'alerte au niveau national comme au niveau des ménages. Dans l'ensemble, le système national d'observation et de prévision est en mauvais état et les services de

base sont insuffisants pour les secteurs demandeurs, tels que l'aviation, la protection civile, l'agriculture et la sécurité alimentaire, et pour le grand public.

Plusieurs programmes internationaux contribuent à améliorer les services hydrométéorologiques et climatologiques. Parmi les principaux contributeurs figurent la Banque mondiale, le Fonds vert pour le climat et le GFDRR, qui financent le projet en attente intitulé «Renforcer la résilience climatique en Afrique subsaharienne – Projet de pays Mali». La subvention proposée devrait être étroitement alignée sur ce projet, notamment l'appui à la préparation de la conception détaillée du projet, et apporter une aide opérationnelle à la coordination des parties prenantes.

Réalisations attendues

- Préparation d'un document détaillé sur la conception du projet du Fonds vert pour le climat et du GFDRR intitulé «Renforcer la résilience climatique en Afrique subsaharienne – Projet de pays Mali».
- Appui à la coordination des services d'hydrologie, de météorologie, d'aide humanitaire, de protection civile et de sécurité alimentaire (élaboration d'une documentation réglementaire, procédures d'exploitation normalisées pour les systèmes d'alerte précoce, protocoles d'échange d'informations), renforcement des capacités du personnel et formation pratique.
- Transmission en temps voulu aux utilisateurs et aux décideurs d'alertes et d'informations de base, plus précises et plus fiables. Ces activités devraient consolider les capacités des services de protection civile et de sécurité alimentaire de s'acquitter de leurs responsabilités (diffusion d'alertes précoces et intervention en cas de catastrophe), en mettant l'accent sur les secteurs sensibles au climat et les zones spécifiques à risque.
- Pilotage du processus de prévision «en cascade» et d'autres initiatives mondiales de l'OMM.

Partenaires

Banque mondiale/GFDRR, OMM, Banque africaine de développement (BAD), Gouvernement du Mali.

2.4.3 Niger

| | | | | | |
|---------------------------------|------------------------------|--|--------------|---|--|
| Niveau de risque de catastrophe | 25 ^e pays sur 191 | Pertes annuelles moyennes dues aux catastrophes (en millions de dollars É.-U.) | 24,43 | Accès à l'information et aux communications (indice d'accès aux TIC) | 159 ^e pays sur 167 |
| Capacité du SMHN | Faible | État des services hydrométéorologiques et d'alerte précoce | Très mauvais | Données sur les risques et les pertes liés aux catastrophes pour gérer les alertes précoces | Faible volume (création d'une base de données nationale recensant les pertes dues aux catastrophes, informations limitées sur les risques) |
| Demande/priorité | Élevée | Possibilité de mobiliser des ressources | Moyenne | | |

Calendrier 5 ans

Budget (en millions de dollars É.-U.) 2,49

Contexte

D'une manière générale, les services hydrométéorologiques et le système d'alerte précoce au Niger ne répondent pas aux besoins. Plusieurs organismes du Ministère de l'intérieur, du Ministère des transports et du Ministère de l'hydraulique et de l'assainissement, tous coordonnés par le Dispositif national de prévention et de gestion des catastrophes et crises alimentaires (DNPGCCA) du Premier Ministre, sont officiellement chargés d'assurer des services hydrométéorologiques et des services d'alerte précoce. La plupart des institutions ont des ressources humaines et financières limitées et des infrastructures vétustes. Dans l'ensemble, le système national d'observation et de prévision est en mauvais état et les services de base sont insuffisants pour les secteurs demandeurs tels que l'aviation, la protection civile, l'agriculture et la sécurité alimentaire, et pour le grand public. Certains programmes internationaux apportent des améliorations aux services hydrométéorologiques et climatologiques. Les principales contributions englobent le Projet de gestion des risques de catastrophes et de développement urbain de la Banque mondiale, qui est en cours depuis 2014; et le Projet de production d'informations climatologiques et de prévision de la BAD, en cours depuis 2012. Le projet proposé sera aligné sur ces initiatives et apportera une aide opérationnelle à la coordination des parties prenantes.

Réalisations attendues

- Exactitude renforcée et diffusion de bulletins relatifs aux conditions hydrologiques et météorologiques extrêmes;
- Fonctionnement opérationnel du système d'alerte précoce dans 12 zones urbaines pilotes, appuyé par le Projet de gestion des risques de catastrophes et de développement urbain pour la République du Niger, qui vise à renforcer la capacité du Gouvernement d'intervenir dans les situations d'urgence;
- Coordination entre les organismes d'hydrologie, de météorologie, de protection civile, d'aide humanitaire et de gestion des risques de catastrophes.

Partenaires

Banque/GFDRR, OMM, Gouvernement du Niger, BAD et UNISDR.

2.4.4 République démocratique du Congo

| | | | | | |
|---------------------------------|-----------------------------|--|--------------|---|--|
| Niveau de risque de catastrophe | 8 ^e pays sur 191 | Pertes annuelles moyennes dues aux catastrophes (en millions de dollars É.-U.) | 67,5 | Accès à l'information et aux communications (indice d'accès aux TIC) | 160 ^e pays sur 167 |
| Capacité du SMHN | Faible | État des services hydrométéorologiques et d'alerte précoce | Très mauvais | Données sur les risques et les pertes liés aux catastrophes pour gérer les alertes précoces | Aucune base de données nationale sur les pertes dues aux catastrophes et informations limitées sur les risques |
| Demande/priorité | Élevée | Possibilité de mobiliser des ressources | Forte | | |

Calendrier 5 ans

Budget (en millions de dollars É.-U.) 3,09

Contexte

En République démocratique du Congo, plusieurs organismes du Ministère du transport et des voies de communication (par exemple, MettelSat) et du Ministère de l'intérieur sont officiellement chargés d'assurer des services hydrométéorologiques et d'alerte précoce. Toutes les institutions ont des ressources humaines et financières limitées. Dans l'ensemble, le système national d'observation et de prévision reste défaillant et même les services de base sont insuffisants pour les secteurs demandeurs, tels que l'aviation, la protection civile, l'agriculture et la sécurité alimentaire, et pour le grand public. Un nouveau programme intitulé «Renforcer les services hydrométéorologiques et climatologiques», appuyé par le Fonds pour les pays les moins avancés du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le GFDRR, sera lancé en 2016. Le projet proposé devrait être aligné sur ce programme et lui apporter une aide opérationnelle.

Réalisations attendues

- Meilleure coordination entre les organismes prestataires de services hydrométéorologiques et gestionnaires des risques de catastrophes, avec un cadre institutionnel renforcé concernant l'élaboration de stratégies nationales, de documents réglementaires, de procédures d'exploitation normalisées, de protocoles pour l'échange d'informations entre les SMHN et les institutions concernées;
- Renforcement des capacités du personnel, formations pratiques et autres activités complémentaires;
- Fonctionnement opérationnel du système d'alerte précoce dans une région pilote ou urbaine, avec diffusion en temps voulu d'alertes et d'informations de base plus précises et fiables pour les utilisateurs et les décideurs;
- Exactitude renforcée des prévisions météorologiques et hydrologiques de base, pilotage du processus de prévision en cascade et d'autres initiatives globales de l'OMM à l'échelle appropriée et couverture élargie des stations hydrométéorologiques.

Partenaires

Banque mondiale/GFDRR, OMM, Ministère du transport et des voies de communication et Ministère de l'intérieur, UNISDR.

2.4.5 Pacifique – Couvrant Fidji, Kiribati, les Îles Marshall, les Îles Salomon, Tuvalu et Vanuatu

| | | | | | |
|---------------------------------|---|--|---------------------------|---|---|
| Niveau de risque de catastrophe | Région mondiale la plus frappée par les catastrophes ⁷ | Risque de pertes humaines | Varie: moyen à très élevé | Accès à l'information et aux communications (indice d'accès aux TIC) | Données disponibles pour Fidji (101), les Îles Salomon (139) et les Îles Marshall (125) |
| Capacité des SMHN | Variable | État des services hydrométéorologiques et d'alerte précoce | Mauvais | Données sur les risques et les pertes liés aux catastrophes pour gérer les alertes précoces | Volume moyen |
| Demande/priorité | Élevée | Possibilité de mobiliser des ressources | Moyenne | | |

Calendrier 5 ans

Budget (en millions de dollars É.-U.) 3,5

⁷ Banque mondiale 2013. *Strong, Safe, and Resilient: A Strategic Policy Guide for Disaster Risk Management in East Asia and the Pacific.*

Contexte

La capacité du Centre météorologique régional spécialisé (CMRS) de Nadi (Fidji) de transmettre aux pays insulaires du Pacifique des orientations basées sur des modèles numériques à haute résolution est limitée; il est donc difficile pour ces pays de tirer parti du Système mondial de traitement des données et de prévision relevant de l'OMM, et des améliorations apportées aux services de prévision et d'alerte multidanger axés sur les impacts (OMM 2015).

La coopération dans la région du Pacifique est solide et le rôle des centres régionaux particulièrement important pour l'appui opérationnel des pays insulaires du Pacifique et l'assistance technique. La stratégie du Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) vise à renforcer les capacités en matière de recherche appliquée, encourager les programmes d'observation et de surveillance météorologiques et océaniques pour améliorer la compréhension, et élaborer des réponses ciblées face au changement climatique et des mesures de réduction des risques de catastrophes (PROE 2011, 2012).

Aujourd'hui, les SMHN des pays insulaires du Pacifique n'échangent pas leurs alertes météorologiques, si l'on excepte les avis régionaux de cyclones tropicaux diffusés par le CMRS. Grâce à l'installation de MeteoAlarm, des alertes météorologiques pourront être échangées entre le CMRS et les SMHN, afin d'améliorer les systèmes d'alerte précoce multidanger du Pacifique au niveau local, national et régional. Au titre du Comité des cyclones tropicaux de l'OMM, les pays se sont accordés sur un jeu commun de critères et de procédures d'alerte.

Dans le cadre du projet Finlande-Pacifique destiné à sécuriser les moyens de subsistance des villageois des pays insulaires du Pacifique par rapport aux effets du changement climatique, le PROE et l'OMM ont travaillé avec des experts de l'Institut météorologique finlandais (IMF) pour recueillir une première série d'informations sur la production d'alertes météorologiques et climatiques par les SMHN. La mise en place de solutions techniques adaptées au contexte national fournira l'environnement nécessaire pour héberger cette plate-forme d'alerte dans la région.

À l'heure actuelle, plusieurs initiatives des partenaires de développement sont en phase de préparation ou de mise en œuvre. Sous les auspices de la Banque mondiale, le Programme pour la résilience dans le Pacifique (PREP) est en première phase de mise en œuvre et vise à renforcer les capacités des Tonga et du Samoa. La deuxième phase du PREP est en préparation et étendra l'objectif à la modernisation de pays insulaires du Pacifique supplémentaires. Le projet proposé complétera les programmes existants et permettra aux pays participants de tirer le meilleur parti de leurs efforts nationaux en matière de modernisation.

Réalisations attendues

- Établissement de réseaux de plates-formes numériques intégrés, afin de faciliter l'échange d'informations météorologiques permettant de produire et de diffuser des avis d'alerte précoce et des données météorologiques et hydrologiques, à la fois au sein des pays et entre les pays participants;
- Amélioration des capacités techniques (systèmes et logiciels) et institutionnelles (directives et procédures d'exploitation normalisées) des SMHN, afin de gérer et d'entretenir des réseaux d'observation et d'alerte pour les systèmes d'alerte précoce multidanger;
- Infrastructure des technologies de l'information renforcée pour faciliter la fourniture de produits et de services associés aux systèmes d'alerte précoce multidanger;
- Systèmes d'alerte précoce multidanger à long terme à l'échelle régionale et nationale.

Partenaires

Banque mondiale/GFDRR, OMM, SMHN, bureaux nationaux de gestion des catastrophes et services d'urgence des pays participants, l'IMF, l'UNISDR, Administration américaine pour les océans et l'atmosphère (NOAA), Bureau météorologique australien, PROA, Communauté du Pacifique (CPS), National Institute of Water and Atmospheric Research (NIWA), Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth (CSIRO).

2.4.6 Papouasie-Nouvelle-Guinée

| | | | | | |
|---------------------------------|------------------------------|--|---------|---|--|
| Niveau de risque de catastrophe | 30 ^e pays sur 191 | Pertes annuelles moyennes dues aux catastrophes (en millions de dollars É.-U.) | 162 | Accès à l'information et aux communications (indice d'accès aux TIC) | Restreint (moins de 50 habitants sur 100 abonnés à la téléphonie mobile en 2014) |
| Capacité du SMHN | Faible | État des services hydrométéorologiques et d'alerte précoce | Mauvais | Données sur les risques et les pertes liés aux catastrophes pour gérer les alertes précoces | Volume moyen |
| Demande/priorité | Élevée | Possibilité de mobiliser des ressources | Moyenne | | |

Calendrier 4 ans

Budget (en millions de dollars É.-U.) 1,65

Contexte

Le projet englobera des observations météorologiques améliorées, la gestion de données climatologiques appliquée aux données historiques, le suivi de l'humidité des sols pour prévenir sécheresses et inondations, et des systèmes d'alerte précoce, des techniques de prévision quotidienne à saisonnière ultramodernes associées à la surveillance des sécheresses et des inondations et aux avis de gel, la surveillance des aléas météorologiques et climatiques, et une diffusion plus efficace des alertes et de renseignements adaptés à la prise de décision aux niveaux national et local. Il contribuera au projet régional Système de gestion de données climatologiques pour l'environnement (CliDE).

Réalisations attendues

- Révision des plans stratégique et opérationnel du SMHN pour la gestion et l'amélioration de la base de données climatologiques (mise à jour, sauvegarde des données et mises à niveau);
- Élaboration de prévisions saisonnières en conjonction avec des prévisions météorologiques, adaptées à divers secteurs économiques, notamment des prévisions saisonnières basées sur El Niño améliorées;
- Élaboration d'un système d'alerte précoce avec des délais allant de deux semaines à une saison pour les aléas météorologiques et climatiques en rapport avec différents secteurs;

- Appui à l'accessibilité des alertes à la sécheresse, y compris des conseils donnés aux communautés sur les mesures à prendre dans les domaines de l'agriculture, de la gestion des cultures arbustives/forestières, de l'élevage ou du pastoralisme, et de la pêche artisanale en rivière et dans les lacs;
- Évaluation des résultats des prévisions fournies dans des délais allant de 5 à 40 jours à l'aide des archives de prévisions S2S, en mettant l'accent sur des caractéristiques météorologiques journalières, comme la fréquence des précipitations, les épisodes de pluviosité intense, les périodes sèches et les dates de début et de fin de la mousson, etc., en rapport avec l'agriculture et les ressources en eau.

Partenaires

Banque mondiale/GFDRR, OMM, Service météorologique national de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Ministère des transports et des infrastructures, Ministère de l'environnement, de la conservation et du changement climatique, Ministère de l'agriculture et de l'élevage, Ministère des forêts, Ministère du commerce et de l'industrie, Bureau météorologique australien, Système régional intégré d'alerte précoce multidanger pour l'Afrique et l'Asie (RIMES).

2.5 Panorama des projets mondiaux

Les projets mondiaux sont choisis en fonction de leur pertinence par rapport à l'objectif de l'Initiative CREWS et lorsque l'appui apporté aux PMA et aux PEID nécessite cohérence et efficacité.

2.5.1 Surveiller les systèmes d'alerte précoce multidanger des PMA et des PEID

Calendrier 2 ans

Budget (en millions de dollars É.-U.) 0,56

Le projet renforcera les capacités des PMA et des PEID et les aidera à produire, recueillir, observer et analyser des données pertinentes visant à évaluer l'état et l'efficacité des systèmes d'alerte précoce multidanger respectifs. Il s'inscrit dans le cadre des efforts nationaux déployés pour gérer le risque de catastrophe et s'adapter au changement climatique. Il contribuera à assurer le suivi de la base de données de l'OMM sur les profils de pays et celui du Cadre d'action de Sendai de l'UNISDR.

Réalisations attendues

- Capacités renforcées et conseils pour que les PMA et les PEID puissent évaluer l'efficacité des systèmes d'alerte précoce multidanger, en conformité avec les pratiques, les normes, les cibles et les indicateurs mondiaux;
- Enquête sur les capacités des systèmes d'alerte précoce multidanger des PMA et des PEID, ainsi que sur leurs besoins et sur leurs lacunes.

Partenaires

UNISDR, OMM, GFDRR, organismes compétents des Nations Unies, organisations régionales.

2.5.2 Conférence internationale sur les systèmes d'alerte précoce

Calendrier 1 an

Budget (en millions de dollars É.-U.) 0,28

La Conférence internationale sur les systèmes d'alerte précoce multidanger, provisoirement prévue pour mars 2017, vise à montrer aux pays de quelle façon ils

peuvent améliorer la diffusion de ces alertes et des informations ou évaluations concernant les risques ainsi que l'accès à ces dernières. Elle portera sur les lacunes en matière d'alertes précoces, en particulier la difficulté d'atteindre le «dernier kilomètre», c'est-à-dire de prévenir les populations les plus vulnérables et les plus exposées.

Réalisations attendues

- Appui à la participation des principaux décideurs des pays participants à l'Initiative CREWS, les PEID et les PMA, l'accent étant mis sur les SMHN, institutions chargées de communiquer les alertes précoces et d'organiser les interventions des collectivités;
- Examiner les progrès accomplis par les pays dans la mise en place de systèmes d'alerte précoce en concordance avec le Cadre de Sendai, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Accord de Paris sur les changements climatiques;
- Tirer des enseignements de la mise en œuvre des systèmes d'alerte précoce, échanger des informations à leur sujet et promouvoir la reproduction des bonnes pratiques en la matière.

Partenaires

OMM, UNISDR, professionnels et homologues gouvernementaux des PMA et des PEID, organismes des Nations Unies, fonds et programmes, organisations régionales intergouvernementales, instituts de recherche.

2.6 Annonces de contributions en juillet 2016

| Pays | Exercice** | | | | | Annonces de contributions |
|--------------------------------|---|---|---|---|---|---|
| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | |
| Australie | 2 millions AUD (1 460 000 dollars É.-U.) | 1 million AUD (730 000 dollars É.-U.) | 1 million AUD (730 000 dollars É.-U.) | 1 million AUD (730 000 dollars É.-U.) | | 5 millions AUD (3 650 000 dollars É.-U.) |
| Canada | 2 millions CAD (1 556 000 dollars É.-U.) | 2 millions CAD (1 556 000 dollars É.-U.) | 2 millions CAD (1 556 000 dollars É.-U.) | 2 millions CAD (1 556 000 dollars É.-U.) | 2 millions CAD (1 556 000 dollars É.-U.) | 10 millions CAD*** (7 780 000 dollars É.-U.) |
| France | 5 millions EUR (5 600 000 dollars É.-U.) | 5 millions EUR (5 600 000 dollars É.-U.) | | | | 10 millions EUR (11 200 000 dollars É.-U.) |
| Allemagne | 3 millions EUR (3 370 000 dollars É.-U.) | | | | | 3 millions EUR (3 370 000 dollars É.-U.) |
| Luxembourg | 1 million EUR (1 120 000 dollars É.-U.) | | | | | 1 million EUR (1 120 000 dollars É.-U.) |
| Pays-Bas | 0,6 million EUR (674 000 dollars É.-U.) | 0,6 million EUR (674 000 dollars É.-U.) | 0,6 million EUR (674 000 dollars É.-U.) | 0,6 million EUR (674 000 dollars É.-U.) | 0,6 million EUR (674 000 dollars É.-U.) | 3 millions EUR (3 370 000 dollars É.-U.) |
| Total en dollars É.-U.* | 13 780 000 | 8 560 000 | 2 960 000 | 2 960 000 | 2 230 000 | 30 490 000 |

* Annonces de contributions indiquées à titre indicatif en dollars É.-U. selon le taux de change au 1^{er} mai 2016.

** L'exercice de l'Initiative CREWS va du 1^{er} juillet au 30 juin, c'est-à-dire que l'exercice 2017 va du 1^{er} juillet 2016 au 30 juin 2017.

*** Contribution directe à l'OMM.

2.7 Allocations de ressources

| Couverture | Projets | Partenaires d'exécution principaux | Partenaires | Allocation 2016 (pluriannuelle) en millions de dollars É.-U. | Calendrier |
|------------------|---|---|---|--|------------|
| Sahel | Burkina Faso | Projets à finaliser et partenaires d'exécution principaux à nommer. | Banque mondiale/GFDRR, OMM, Service météorologique national du Burkina Faso, CONASUR, ministères en charge de l'agriculture et de l'élevage, organismes de sécurité alimentaire, médias, entreprises privées de télécommunications et réseaux de radios rurales, instituts de recherche nationaux (université Ouaga, INERA, etc.), AGRHYMET, ACMAD, université George Mason, Partenariat mondial pour l'eau en Afrique de l'Ouest | 2,2 | 4 ans |
| | Mali | Projets à finaliser et partenaires d'exécution principaux à nommer. | Banque mondiale/GFDRR, OMM, BAD, Gouvernement du Mali, UNISDR | 2,69 | 5 ans |
| | République du Niger | Projets à finaliser et partenaires d'exécution principaux à nommer. | Banque mondiale/GFDRR, OMM, DNPGCCA, DMN, service hydrologique du Niger, Direction générale de la protection civile du Niger (DGPC), OMM, BAD, Bureau régional pour l'Afrique de l'UNISDR | 2,49 | 5 ans |
| Afrique centrale | République démocratique du Congo | Projets à finaliser et partenaires d'exécution principaux à nommer. | Banque mondiale/GFDRR, OMM, Bureau régional pour l'Afrique de l'UNISDR | 3,09 | 5 ans |
| Pacifique | Proposition régionale couvrant Fidji, Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Îles Salomon, Tuvalu, Vanuatu, et Îles Marshall | Projets à finaliser et partenaires d'exécution principaux à nommer. | Banque mondiale/GFDRR, OMM, SMHN, bureaux nationaux de gestion des catastrophes et services d'urgence des pays participants, IMF, UNISDR, NOAA, Bureau météorologique australien, PROE, SPC, NIWA, CSIRO | 3,5 | 5 ans |
| | Papouasie-Nouvelle-Guinée | Projets à finaliser et partenaires d'exécution principaux à nommer. | Banque mondiale/GFDRR, OMM, Service météorologique national de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Ministère des transports et des infrastructures, Ministère de l'environnement, de la conservation et du changement climatique, Ministère de l'agriculture et de l'élevage, Ministère des forêts, Ministère du commerce et de l'industrie, Bureau météorologique australien, RIMES | 1,65 | 4 ans |

| | | | | | |
|-------------------------------|--|--------|--|---------------|-------|
| Niv. mondial | Surveillance mondiale des systèmes d'alerte précoce multidanger | UNISDR | OMM, Banque mondiale/GFDRR, organismes compétents des Nations Unies, organisations régionales | 0,56 | 2 ans |
| | Conférence internationale sur les systèmes d'alerte précoce | OMM | UNISDR, professionnels des PMA et des PEID, organismes des Nations Unies, fonds et programmes, Banque mondiale/GFDRR, organisations régionales intergouvernementales, instituts de recherche | 0,28 | 1 an |
| Total pour les projets | | | | 16,46 | |
| Coûts administratifs | Coûts du Secrétariat et de l'administrateur de l'Initiative CREWS pour l'exercice 2017 | | | 0,628 | |
| Total | | | | 17,088 | |

2.8 Pays en attente

Sont présentés ci-dessous les pays pour lesquels des projets pourraient être élaborés à l'avenir selon les priorités établies par le Comité directeur.

| Pays | Pertes annuelles moyennes (en millions de dollars É.-U.) | État des services hydrométéorologiques et d'alerte précoce | Données sur les risques et les pertes liés aux catastrophes pour gérer les alertes précoces | Accès à l'information et aux communications (indice d'accès aux TIC) | Possibilité de mobiliser des ressources |
|-------------------|--|--|---|--|---|
| Tchad | 49,83 | Mauvais | - | 167 ^e pays sur 167 | Forte |
| Éthiopie | 88,66 | Moyen | Processus en attente, modernisation à l'aide d'un projet ACP-UE 2016-2017 | 165 ^e pays sur 167 | Forte |
| Madagascar | 264,26 | Mauvais | Oui – couverture 1982-2015 | 164 ^e pays sur 167 | Forte |
| Myanmar | 2 030,22 | Mauvais | Faible volume | 142 ^e pays sur 167 | Moyenne |
| Sénégal | 14,88 | Moyen-Mauvais | Processus en attente, manque de cadre institutionnel | 132 ^e pays sur 167 | Forte |
| Ouganda | 50,54 | Moyen-Mauvais | Processus en attente, modernisation à l'aide d'un projet ACP-UE 2016-2017 | 149 ^e pays sur 167 | Forte |

3. Partenariats et réseaux

Un système d'alerte précoce efficace exige que soient noués d'étroits partenariats entre les organisations multiples et variées qui sont en charge de surveiller les aléas, de diffuser des prévisions, d'émettre des avis et d'intervenir en cas de catastrophe.

Les partenaires d'exécution inviteront les parties prenantes concernées au cas par cas, notamment des institutions nationales et régionales, des organisations non gouvernementales, des acteurs du secteur privé et les pays participants à l'Initiative CREWS, à contribuer à la mise en œuvre du projet, par exemple par le biais de leur SMHN.

Les responsables de l'Initiative CREWS organiseront une action de sensibilisation, des partenariats, une mobilisation de ressources et offriront leur collaboration technique et opérationnelle en s'appuyant sur les ressources et les capacités existantes de leurs trois partenaires d'exécution— l'OMM, la Banque mondiale/GFDRR et l'UNISDR, et en les optimisant.

Par souci de cohérence avec les partenaires, la programmation de l'Initiative CREWS s'appuiera sur trois groupes d'institutions et de professionnels:

Premièrement, les réseaux d'expertise, de savoir et de pratique et les commissions relatives aux SMHN des membres de l'OMM. Le Cadre mondial pour les services climatologiques (CMSC) et le Réseau international sur les systèmes d'alerte précoce multidanger revêtent une importance particulière pour l'efficacité de l'Initiative CREWS.

Deuxièmement, les institutions chargées de la gestion des risques de catastrophes, les parties prenantes internationales, régionales et autres (collectivités locales, secteur privé et parlementaires) qui se réunissent autour du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes et sont soutenues par l'UNISDR et le GFDRR. Les principaux dispositifs englobent les plates-formes nationales, régionales et mondiales pour la réduction des risques de catastrophes et les Forums sur la compréhension des risques.

Troisièmement, l'Initiative CREWS reconnaît le rôle et l'importance des organismes des Nations Unies, en sus de l'OMM et de l'UNISDR, concernant toutes les composantes d'un système d'alerte précoce efficace.

4. Mesure des résultats

Les résultats de l'Initiative CREWS seront mesurés et régulièrement transmis aux donateurs et aux pays partenaires. Les rôles et les responsabilités en matière de surveillance, d'évaluation et d'établissement de rapports concernant l'Initiative CREWS ainsi que la fréquence et les modalités de rapports sont énoncés dans le projet de document sur la gouvernance de l'Initiative CREWS et le projet de manuel sur les opérations de l'Initiative CREWS (en cours d'élaboration).

Un Cadre de résultats présentera les chaînes de résultats qui seront examinées, évaluées et consignées aux niveaux des impacts, des effets directs, des produits et des activités dans le cadre de l'Initiative CREWS.

Les progrès accomplis par l'Initiative CREWS seront mesurés par rapport aux objectifs a) et g) du Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes:

- a) *Réduire nettement, au niveau mondial, d'ici à 2030, la mortalité due aux catastrophes, de sorte que le taux moyen de mortalité mondiale pour 100 000 habitants pendant la décennie 2020-2030 soit inférieur au taux enregistré pendant la période 2005-2015; et*
- g) *Améliorer nettement, d'ici à 2030, l'accès des populations aux dispositifs d'alerte rapide multirisque et aux informations et évaluations relatives aux risques de catastrophe.*

Enfin, les résultats de l'Initiative CREWS seront mesurés par rapport aux objectifs de développement durable (ODD) et à celui de l'Accord de Paris sur l'adaptation au changement climatique. En particulier, la cible 1.5 de l'ODD 1: *D'ici à 2030, renforcer la résilience des pauvres et des personnes en situation vulnérable et réduire leur exposition et leur vulnérabilité aux phénomènes climatiques extrêmes et à d'autres chocs et catastrophes d'ordre économique, social ou environnemental*. Deux objectifs de développement durable supplémentaires ont des cibles qui font spécifiquement référence aux alertes précoces — l'objectif 3 sur la bonne santé et le bien-être, et l'objectif 13 sur les mesures de lutte contre le changement climatique.

Annexe 1: modifications des projets d'appui Caraïbes et Afrique de l'Ouest

Le 29 juin 2017, lors de sa troisième réunion, le Comité directeur a approuvé les projets d'appui pour la région des Caraïbes (décision 3) et la région de l'Afrique de l'Ouest (décision 4) modifiant le Plan d'investissement.

Région des Caraïbes

| | | | | | |
|---------------------------------------|---|--|--|---|--|
| Niveau de risque de catastrophe | En moyenne très élevé. | Pertes annuelles moyennes dues aux catastrophes (en millions de dollars É.-U.) | 776 | Accès à l'information et aux communications (indice d'accès aux TIC) | Rang moyen, 96 ^e pays sur 175 |
| Capacité du SMHN | Variée, avec plusieurs pays à faible capacité | État des services hydrométéorologiques et d'alerte précoce | Varié, avec plusieurs pays à faible capacité | Données sur les risques et les pertes liés aux catastrophes pour gérer les alertes précoces | Nécessité d'amélioration |
| Capacité des organisations régionales | L'Institut de météorologie et d'hydrologie des Caraïbes et l'Agence caraïbe pour les secours d'urgence en cas de catastrophe naturelle (CDEMA) ont de bonnes capacités pour appuyer les programmes régionaux. | | | | |
| Demande/priorité | Élevée | Possibilité de mobiliser des ressources | Variée | | |

Calendrier 3 ans (2018-2020)
(projets nationaux et régionaux)

Budget (en millions de dollars É.-U.) 5,5

Contexte

Dotés d'expérience et d'expertise concernant de nombreux aspects des systèmes d'alerte précoce multidanger, les États/territoires des Caraïbes et les institutions de la région coopèrent activement. Malgré cela, la région n'a pas encore les capacités critiques minimales pour fournir les services hydrologiques, météorologiques et climatologiques requis, compte tenu des caractéristiques socio-économiques des États/territoires des Caraïbes et de l'évolution des projections climatiques.

La capacité du SMHN de la région reste notamment variable en matière de services météorologiques et climatologiques, avec un petit nombre de pays nécessitant un engagement et un appui à long terme.

Pour diffuser des alertes précoces et des informations sur les risques, les capacités de communication (par des voix officielles qui fassent autorité) et de méthodologie (protocoles d'alerte communs qui atteignent le grand public par le biais des médias, des plates-formes mobiles et des réseaux sociaux) restent également diverses d'un État/territoire à l'autre.

Il convient d'adopter une approche régionale globale et structurée pour renforcer les systèmes d'alerte précoce. Cette approche doit favoriser l'harmonisation des donateurs et traiter les quatre composantes nécessaires à la mise en place d'un système d'alerte précoce multidanger efficace et intégré, axé sur les risques et sur la population: 1) la connaissance des risques ; 2) la détection, la surveillance, l'analyse et la prévision des catastrophes et de leurs conséquences possibles; 3) la diffusion et la communication et 4) la préparation à tous les niveaux pour réagir aux alertes. Dans le cadre des programmes, elle doit également traiter la composante du CMSC relative à la réduction des risques de catastrophes en appuyant le Centre climatologique régional.

Il est possible d'élaborer des programmes de pays pour renforcer les capacités de surveiller et d'anticiper les catastrophes climatiques et autres, et de fournir des prévisions et des alertes plus efficaces. Les programmes de pays de l'Initiative CREWS comprendront des projets en attente dans trois États/territoires des Caraïbes, notamment Curaçao et Saint-Martin, Haïti et Sainte-Lucie. Dans les trois cas, une évaluation initiale des besoins a été conduite.

Réalisations attendues

Projets régionaux des Caraïbes:

- Amélioration des systèmes de base: bases de données climatologiques, avec des indices sur les phénomènes climatologiques extrêmes et leurs impacts; développement/validation des capacités de prévision; préparation de produits de surveillance axés sur des observations in situ et satellitaires, et jeux de données internationaux existants; informations géoréférencées sur l'analyse des risques portant sur certains dangers donnés, y compris les populations menacées recensées, les infrastructures critiques et l'analyse des besoins des utilisateurs en matière de services climatologiques.
- Renforcement du cadre institutionnel: améliorer les prévisions et la prestation de services d'alerte en cas de phénomène météorologique extrême dans les États et les territoires insulaires des Caraïbes de l'Est, notamment les Membres de l'Organisation météorologique des Caraïbes; et collaboration avec les forums régionaux sur l'évolution probable du climat, les fournisseurs régionaux de données d'observation, les SMHN et les utilisateurs de produits des systèmes d'alerte précoce (régionaux).

Projets de pays:

- À partir d'évaluations réalisées sur Curaçao et Saint-Martin, Haïti et Sainte-Lucie, les projets permettront de dégager les investissements requis pour obtenir les capacités critiques minimales indispensables à la fourniture de services hydrologiques, météorologiques et climatologiques. Les réalisations prévues seront adaptées à chaque contexte national.

Partenaires

OMM, Banque mondiale et GFDRR, UNISDR, Institut de météorologie et d'hydrologie des Caraïbes, Agence caraïbe pour les secours d'urgence en cas de catastrophe naturelle (CDEMA).

Les autres partenaires possibles comprennent l'Association des États de la Caraïbe (ACS), le Centre de la communauté des Caraïbes sur les changements climatiques (CCCCC), l'Institut météorologique royal des Pays-Bas (KNMI), MétéoFrance, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (IFRC) et l'Union internationale des télécommunications (UIT).

Région de l'Afrique de l'Ouest

| | | | | | |
|----------------------------------|---|--|---|---|--|
| Niveau de risque de catastrophe | BF: 38 Mali: 27 Niger: 25 sur 191 pays | Pertes annuelles moyennes dues aux catastrophes (en millions de dollars É.-U.) | BF: 25,04 Mali: 56 Niger: 24,43 | Accès à l'information et aux communications (indice d'accès aux TIC) | BF: 159 Mali: 145 Niger: 175 sur 175 pays |
| Capacité des SMHN | BF: couverture de surveillance restreinte, prévisions météorologiques et prévisions saisonnières à basse résolution Mali: faible Niger: faible | État des services hydrométéorologiques et d'alerte précoce | BF: bulletin agro-météorologique diffusé tous les 10 jours Mali: mauvais Niger: très mauvais | Données sur les risques et les pertes liés aux catastrophes pour gérer les alertes précoces | BF: faible volume (création d'une base de données sur les pertes dues aux catastrophes) Mali: projets en attente, manque de cadre institutionnel Niger: faible volume (création d'une base de données nationale sur les pertes dues aux catastrophes, informations sur les risques restreintes) |
| Capacité de l'ACMAD ⁸ | L'appui fourni sous la forme de services nationaux d'alerte précoce est faible, en raison de produits dépassés, et d'insuffisances en matière de capacités techniques/scientifiques, de professionnels compétents, et de mécanismes de partage des données. | | | | |
| Demande/priorité | BF: élevée Mali: élevée Niger: élevée | Possibilité de mobiliser des ressources | BF: forte Mali: forte Niger: forte ACMAD: forte | | |

Calendrier 3 ans (2018-2020)

Budget (en millions de dollars É.-U.) 1,5

Contexte

L'Initiative CREWS appuie le développement national de services d'alerte précoce dans trois PMA d'Afrique de l'Ouest: le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Pour renforcer plus avant les capacités nationales, il convient d'apporter un appui régional aux services de prévision et d'alerte précoce. Dans cette perspective, les centres régionaux préparent et diffusent des produits de surveillance et de prévision, développent les analyses de risques et organisent des activités de formation et de renforcement des capacités pour les SMHN et les secteurs à fort impact. Les SMHN de la région du Sahel bénéficient de l'aide du Centre climatologique régional (CCR) de l'ACMAD de Niamey, et du CMRS de Dakar.

L'ACMAD parvient difficilement à fournir des services climatologiques de réduction des risques de catastrophes et d'alerte précoce multidanger aux principaux utilisateurs et secteurs demandeurs dans les pays cibles de l'Initiative CREWS en Afrique de l'Ouest. Une évaluation des besoins de capacité de l'ACMAD a recommandé que soient améliorés l'infrastructure informatique et de communication, les compétences techniques et scientifiques du personnel, les produits de surveillance et de prévision, et la coordination institutionnelle régionale.

⁸ Rapport de WISER: Capacity Needs Assessment of ACMAD

Ce projet a pour objectif de consolider les capacités du système d'alerte précoce en Afrique de l'Ouest en permettant à l'ACMAD de fonctionner comme un CCR qui appuie les SMHN, et de renforcer la collaboration et la coordination entre les centres régionaux et les SMHN. Il s'inscrit dans le prolongement et en complément des projets nationaux de l'Initiative CREWS.

Réalisations attendues

Amélioration des systèmes de base: bases de données climatologiques, avec des indices sur les phénomènes climatologiques extrêmes et leurs impacts; développement/ validation des capacités de prévision; préparation de produits de surveillance axés sur des observations in situ et satellitaires, et les jeux de données internationaux existants (par exemple, les produits Copernicus).

Renforcement des capacités: formation sur l'utilisation et la personnalisation de produits d'alerte rapide régionaux; atelier destiné à stimuler la collaboration et la coordination et sensibiliser les décideurs et les acteurs politiques de la région à la question des alertes précoces; formation pour préparer, optimiser et diffuser des produits d'alerte précoce adaptés aux besoins des utilisateurs.

Renforcement du cadre institutionnel: collaboration avec les forums régionaux sur l'évolution probable du climat, les fournisseurs régionaux de données d'observation, les SMHN et les utilisateurs de produits des systèmes d'alerte précoce (régionaux); participation active au réseau international de CCR.

Partenaires

OMM, Banque mondiale, KNMI, Service météorologique allemand (DWD) et ACMAD.

Collaboration renforcée avec le CMRS de Dakar, l'AGRHYMET, les SMHN du Mali, du Burkina Faso et du Niger, le service Copernicus de surveillance du changement climatique géré par l'Union européenne, la Banque mondiale/GFDRR, et l'UNISDR.

Le KNMI, le Service météorologique allemand (DWD) et MétéoFrance sont les pôles du CCR européen respectivement chargés des données climatologiques, de la surveillance du climat et des prévisions à longue échéance. L'appui régional pour les systèmes d'alerte précoce sera organisé en jumelant le KNMI et le DWD (deux pôles du CCR européens) et le CCR africain de l'ACMAD, et sera aligné sur les projets nationaux de l'Initiative CREWS du Mali et du Burkina Faso (avec, dans les deux cas, la participation de MétéoFrance).

Liste des acronymes

| | |
|---------|---|
| ACMAD | Centre africain pour les applications de la météorologie au développement |
| ACS | Association des États de la Caraïbe |
| BAD | Banque africaine de développement |
| CCCCC | Centre de la communauté des Caraïbes sur les changements climatiques |
| CCR | Centre climatologique régional |
| CDEMA | Organisme caraïbe d'intervention rapide en cas de catastrophe naturelle |
| CIIDE | Données climatologiques pour l'environnement |
| CMRS | Centre météorologique régional spécialisé |
| CMSC | Cadre mondial pour les services climatologiques |
| CONASUR | Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation, Ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale |
| CPS | Communauté du Pacifique |
| CREWS | Initiative sur les systèmes d'alerte précoce aux risques climatiques |
| CSIRO | Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth |
| DGPC | Direction générale de la protection civile du Niger |
| DMN | Direction de la météorologie nationale du Niger |
| DNPGCCA | Dispositif national de prévention et de gestion des catastrophes et crises alimentaires |
| DWD | Service météorologique allemand |
| FEM | Fonds pour l'environnement mondial |
| GFDRR | Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement |
| IDA | Association internationale de développement |
| IFRC | Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge |
| IMF | Institut météorologique finlandais |
| INERA | Institut national d'études et de recherche agronomique de la République démocratique du Congo |
| KNMI | Institut météorologique royal des Pays-Bas |
| NIWA | National Institute of Water and Atmospheric Research |
| NOAA | Administration américaine pour les océans et l'atmosphère |
| ODD | Objectif de développement durable |
| OMM | Organisation météorologique mondiale |
| PEID | Petits États insulaires en développement |
| PMA | Pays moins avancés |
| PREP | Programme pour la résilience dans le Pacifique |
| PROE | Programme régional océanien de l'environnement |
| RIMES | Système régional intégré d'alerte précoce multidanger pour l'Afrique et l'Asie |
| SMHN | Service météorologique et hydrologique national |
| SPC | Communauté du Pacifique |
| TIC | Technologies de l'information et de la communication |
| UIT | Union internationale des télécommunications |
| UNISDR | Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes |